

monde afrique centrale

« LE CONGO EST DEVENU IMPRÉVISIBLE »

La RDC fait face à une crise économique et politique. Alors que le Kasai sombre dans la violence, Kris Berwouts, auteur d'un livre sur l'histoire récente du pays, donne sa vision des enjeux congolais.

ENTRETIEN : QUENTIN NOIRFALISSE

Analyste indépendant et ancien directeur du Réseau européen pour l'Afrique centrale (un groupement d'ONG), Kris Berwouts publie *Congo's Violent Peace (La paix violente du Congo)*, disponible en anglais chez Zed Books et, en septembre, en néerlandais, pas encore en français). Il offre un récit exhaustif des « guerres du Congo » qui l'ont dévasté au tournant du siècle, depuis l'implication du Rwanda jusqu'aux développements politiques les plus récents, et notamment la crise électorale en cours.

On dénombre une septantaine de groupes armés à l'est du Congo. Désormais, c'est dans la région du Kasai (centre-sud) que des violences ont éclaté depuis un an, faisant 1,3 million de déplacés et plus de 3 000 morts, selon l'ONU. Quelle est la situation sécuritaire au Congo ?

Nous sommes dans une année clé, avec un processus électoral qui trébuche. La tendance, ces dernières années, a été de voir les tensions congolaises évoluer d'une situation de guerre ouverte vers des conflits de basse intensité. De nombreux groupes armés ont perdu leur raison d'être d'il y a quinze ou vingt ans, mais on n'a jamais pu en reprendre réellement le contrôle. Cela s'explique par l'extrême pauvreté et le manque de confiance dans l'Etat. L'incertitude quant au futur politique entraîne des nouveaux recrutements dans les groupes armés. Mais en même temps, on voit, à l'est, leur atomisation. Au sud du Sud-Kivu, dans la seule communauté des Bafulero, on compte neuf rébellions. L'Etat n'est pas capable d'anticiper ou de réagir efficacement face à ces situations locales. Le Kasai en est un bon exemple. Au début, il s'agissait d'un petit conflit, entre un chef coutumier, Kamwena Nsapu, et l'autorité publique. Personne ne s'en rendait compte. Désormais, le conflit touche plusieurs provinces. Les institutions locales sont coincées entre une administration qui n'est pas opérationnelle et des structures coutumières qui sont anciennes. Elles ont perdu de leur légitimité, ne prônent que rarement le consensus et sont donc fragiles et manipulables. De façon générale, le Congo est devenu imprévisible. Depuis deux mois, on a l'impression que tout peut arriver. Je ne suis pas seul à le dire, des personnalités à l'intérieur du régime aussi.

La personne qui a le plus la main sur cette situation est sans doute Joseph Kabila. Quelle est sa position ?

Il y a eu beaucoup de spéculation sur la personnalité de Joseph Kabila, sa capacité

à gérer le pays et son intelligence. Il ne faut pas le sous-estimer. Il a des compétences mais aussi deux grandes faiblesses : il arrive très difficilement à prendre des décisions, ce qui favorise le pourrissement, et il communique très mal. Introverti à l'extrême, il pourrait s'enfermer dans un comportement similaire à celui de Pierre Nkurunziza, le président burundais, qui a détruit beaucoup des acquis du processus de paix dans son pays.

Pense-t-il, selon vous, à la possibilité de quitter le pouvoir ?

Oui. Il est aussi capable de faire son propre calcul. Il est riche, relativement jeune (46 ans), et peut avoir un avenir postprésidence. Ce n'est pas comme Yoweri Museveni ou Robert Mugabe (*NDLR : les présidents ougandais et zimbabwéen*) pour lesquels il n'y a pas de vie ailleurs qu'à la présidence. Kabila peut négocier son départ. Il va demander des garanties pour son intégrité physique, ses biens, sa famille et son immunité juridique. Il voudra sans doute rester au Congo. Récemment, il a acheté beaucoup de terres, peut-être pour se lancer dans une entreprise agricole.

L'opposition ne parvient pas à s'unir et à délivrer un projet politique concret contre Kabila.

Est-elle en train de se faire atomiser par le pouvoir ?

La grande surprise de ces derniers mois n'a pas été la mort d'Etienne Tshisekedi, mais bien le fait qu'il revienne au pays, en juillet 2016, malgré sa maladie. Cela fait des années qu'une guerre de tranchées se joue au sein de son parti, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), pour récupérer son héritage

politique. On pouvait facilement prévoir qu'après sa mort, cette compétition allait monter en puissance. Dès son décès, des cadres du parti ont été désavoués. Kabila a bien joué sur ces divisions et a débouché des membres de l'UDPS pour le gouvernement issu du dialogue national.

L'UDPS affaibli, où l'opposition peut-elle tirer ses forces ?

Le régime est en train de se battre contre les personnalités qui ont quitté son giron. En 2006, il y a eu des élections dont la qualité était tout à fait correcte, au vu de la situation à l'époque. Parallèlement ont émergé Vital Kamerhe, Charles Mwando Nsimba, Olivier Kamitatu, Pierre Lumbi, Moïse Katumbi, des personnalités qui ont certes des défauts et un passé politique dans un Etat kleptocratique mais qui faisaient espérer en une démocratisation. En septembre 2014, Kabila a entrepris sa première démarche pour rester au pouvoir, en tentant de faire passer, au Parlement, un référendum pour changer la Constitution. Kengo Wa Dondo et Pierre Lumbi ont refusé cela ; ce qui a abouti à la création du G7 (*NDLR : regroupement de sept partis qui ont quitté la majorité présidentielle*). Ils ont une contribution à apporter au processus de normalisation, tout comme Vital Kamerhe, qui a quitté Kabila plus tôt encore.

Vous écrivez dans votre livre que très peu de politiciens congolais ont développé une réelle vision idéologique. A l'exception de Vital Kamerhe, justement.

J'ai commencé à fréquenter Vital Kamerhe lorsqu'il a quitté son poste au Parlement (*NDLR : à la suite de son opposition aux opérations militaires conjointes entre la RDC et le Rwanda pour traquer les rebelles du FDLR, composés en partie d'anciens génocidaires rwandais*). Il voyait un parallélisme clair entre le Congo et le Brésil de Lula, deux grands pays dominés par un fleuve. Il étudiait le socialisme latino. Je n'avais pas encore entendu un politicien congolais développer une vision politique. Vital Kamerhe sait que si l'on veut une alternance, cela passera par une négociation, et non pas par une démarche frontale contre Kabila. Son discours est de dire : j'ai travaillé avec lui, je le connais bien, je suis capable de négocier avec lui.

Moïse Katumbi, qui vit hors du Congo depuis un an et fait face à plusieurs dossiers judiciaires, est pressenti comme un candidat sérieux à la présidence. Comment le jugez-vous ?

Son absence commence à jouer contre lui. On voit qu'il n'a pas le poids d'un grand leader en exil comme Tshisekedi pouvait l'avoir. Il a un grand potentiel et l'image d'un ancien gouverneur du Katanga qui a fait des choses, même si on les observe plus à Lubumbashi que dans l'ensemble de la province. De plus, il n'a pas encore déployé une vision politique large. Toujours est-il qu'il a évi-

demment un rôle à jouer. Des personnalités, même au sein de la majorité, m'ont glissé qu'il devrait « congoliser » un peu plus son entourage pour asseoir son influence... ♦